

Katia Coen et Didier Denis K

Mariage pour tous

Des citations, des évènements, des dates
historiques, des stars pour ou contre le
mariage pour tous.

Ce livre a été publié sur www.bookelis.com

*La Photo de la couverture vient de
Fotolia, Frédéric Massard ©*

ISBN : 979-10-96489-19-0

© 2017 Katia Coen et Didier Denis K

*Tous droits de reproduction, d'adaptation et de traduction,
intégrale ou partielle réservés pour tous pays.
L'auteur est seul propriétaire des droits et responsable
du contenu de ce livre*

Chapitre I-

6 - Chronologie des dates historiques d'événements sur l'homosexualité dans le monde,.

35 - Des citations, des déclarations, abordant le thème de l'homosexualité,.

58 - Le « coming out » Day.

60 - Le « coming out » des célébrités homosexuelles et bisexuelles dans le monde,

65 - L'homosexualité, osez faire son « coming out »,

75 - Les personnes célèbres et leur orientation sexuelle.

81 - Les couples célèbres homosexuels et bisexuels,

89 - Quelles sont les stars et les personnalités qui sont pour ou contre le mariage pour tous,

108 - Ces stars devenues des icônes gays dans le monde,

Chapitre II-

149 - Le répertoire des chansons et des musiques consacrées sur le thème de l'homosexualité,

181 - La bibliographie des livres consacrés à l'homosexualité,

218 - La cinémathèque des films et des séries télévisées sur le thème de l'homosexualité,

Chronologies des dates historiques sur l'homosexualité dans le monde.

L'histoire de l'homosexualité à travers les dates d'événements importants et de promulgations de lois qui ont marqué son histoire et son évolution dans le monde. L'histoire de l'ouverture des droits obtenus et des lois votées qui ont favorisé le mariage légal et aussi l'adoption aux couples homosexuels dans de nombreux pays s'écrivait dès les premiers mouvements de luttes sans relâche à travers de nombreuses revendications et de manifestations. Les premiers combats et manifestations homosexuelles et homophobes sont nés aux États-Unis aux alentours de la fin des années 1960, pour l'obtention de la reconnaissance des droits et de la liberté des gays et des lesbiennes pour continuer à s'étendre à travers des manifestations partout dans le monde.

Une sélection d'événements et des dates historiques sur l'homosexualité à partir de 1700.

(liste non exhaustive)

En 1789,

à la Révolution française, on supprime définitivement la répression pénale contre l'homosexualité et à travers son nouveau Code pénal, on décriminalise l'homosexualité.

En 1791,

en France le Code pénal n'évoque pas de lois antérieures au sujet de termes pouvant désigner des rap-

ports à caractère homosexuel. Cette dépénalisation est précisée dans le Code pénal de 1810.

Le 13 août 1800,

Napoléon Bonaparte, Premier Consul de la République française, commande à une commission officielle de préparer et de rédiger le nouveau Code civil des Français. Le Code civil du 21 mars 1804, qui naîtra de cette commission, inscrit l'âge de 15 ans comme majorité sexuelle pour les hétérosexuels et l'âge de 18 ans pour les homosexuels. Cette loi est considérée comme un point discriminatoire entre hétéro et homo.

En 1861,

L'Angleterre décide de la suppression de la peine capitale infligée pour sodomie et autorise plutôt des peines de travaux forcés comme punition de substitution.

Le 29 août 1867,

(1825-1895), Karl Heinrich Ulrichs, un juriste allemand précurseur dans son activisme homosexuel est l'auteur de plusieurs ouvrages sur l'attirance sexuelle des personnes de même sexe.

En 1848,

en Angleterre, les autorités suppriment la peine de mort pour sodomie, substituée par une peine de prison à vie.

En 1867,

Karl Heinrich Ulrichs après une peine de prison fait le premier « coming out » politique fort et aussi en tant qu'homosexuel. Lors d'un congrès de juristes allemands, il demande à ne pas inclure dans le code allemand avec le paragraphe 175 les lois du code prussien très défavorables et condamnables contre la sodomie.

En 1885,

en Angleterre, l'abolition de la prison à vie pour les actes à la débauche est punissable et passible d'une peine maximale de deux ans de travaux forcés.

Le 25 mai 1895,

l'écrivain irlandais Oscar Wilde fut condamné pour homosexualité à la peine de détention assortie d'un travail obligatoire de deux ans de dans la prison de Reading, située au sud de l'Angleterre. Il y écrira « De Profundis », une longue lettre destinée à son amant Alfred Douglast. Puis à sa sortie de prison, il s'expatriera en France et publia en 1898, le poème « La ballade de la geôle de Reading ».

Les dates historiques à partir dans les années 1900

Le 27 avril 1907,

l'affaire Harden-Eulenburg qui éclata en Allemagne, sous la plume du journaliste Maximilian Harden fut un scandale retentissant qui accusera une partie de l'entourage de l'empereur Guillaume II d'homosexualité,

ainsi que plusieurs hautes personnalités comme le prince de Eulenburg et le général Kuono Von Moltke. Après de nombreux procès au cœur de la société allemande, le journaliste Maximilian Harden fut condamné à une courte peine de prison.

En 1920,

les services de police renforcèrent leur surveillance sur l'ensemble des mœurs dans les régions françaises du Haut-Rhin, le Bas-Rhin et la Moselle pendant laquelle ils participent activement à des centaines de persécutions et de déportations pour réprimer l'homosexualité. Entre les années 1933-1945, les nazis entreprennent de débarrasser l'Allemagne des homosexuels qu'ils considéraient comme une calamité sociale. Dans les camps de concentration, les prisonniers homosexuels étaient distingués des autres détenus par un triangle rose dont la pointe était orientée vers le bas.

En mars 1934,

Adolf Hitler ordonne de lancer les premières rafles vers les homosexuels. À noter que la politique homophobe de l'Allemagne sera soutenue en France par le régime de Vichy à l'époque sous Pétain.

En 1942,

une loi introduisant une discrimination homophobe orientée vers le sexe des partenaires est entérinée. C'est l'amiral Darlan alors de chef du gouvernement et secrétaire d'État à l'intérieur de l'époque qui en prendra toute la responsabilité.

Le 6 août 1942,

le général Pétain adoptera un texte de loi la loi n° 744 qui mettra la majorité sexuelle pour les actes hétérosexuels à l'âge de 15 ans et pour les actes homosexuels fixera la majorité sexuelle à l'âge de 21 ans, réprimant ainsi sournoisement l'homosexualité.

Le 8 février 1945,

avec le maintien du texte de 1942 et de la poursuite de l'application de l'ordre moral de son précédent gouvernement à travers alinéa 3 de l'article 331 du Code pénal: « Sera puni d'un emprisonnement allant de six mois à trois ans et d'une amende ».

En 1948,

la Déclaration universelle des droits de l'homme n'évoque aucunement de l'orientation sexuelle: à l'époque, on n'évitait pas de parler de l'homosexualité, le sujet restait tabou dans la société civile.

Le 18 juillet 1960,

sous le régime du Président C De Gaulle, l'amendement du député UNR de la Moselle, Paul Mirguet, qui considère l'homosexualité comme un « fléau social » permet au gouvernement de promulguer un décret pour s'y opposer (4° de l'article unique de la loi n° 60-773, du 30 juillet 1960)

En 1962,

l'Illinois est le premier État américain à ne plus considérer la sodomie comme un crime.

En 1967,

le Royaume-Uni décriminalise la sodomie.

En 1968,

la France reprend la catégorisation de l'OMS qui considère l'homosexualité comme maladie mentale.

1969,

donne naissance au premier mouvement de défense pour les droits homosexuels aux États-Unis, puis le mouvement est rejoint dans d'autres pays.

En 1969,

c'est le début de troubles violents et d'émeutes réprimées par la police dans le quartier gay de Greenwich Village. Ces événements sont tout un symbole qui marque le début d'un large mouvement de lutte pour l'obtention des droits civiques des homosexuels aux États-Unis, mais également dans le monde.

**Les dates historiques à partir dans les années
1970**

En 1971,

le front homosexuel d'action révolutionnaire, le (FHAR) est né.

Le 10 mars 1971,

la première émission consacrée au sujet de L'homosexualité en France est diffusée sur la radio RTL. L'émission animée par Ménie Grégoire est suspendue par des manifestations du MLF et par des homosexuels du mouvement Arcadie. C'est à la suite à cet événement que le front homosexuel d'action révolutionnaire (FHAR) va voir le jour.

En 1972,

la Cour suprême américaine donne à la Cour suprême du Minnesota la possibilité de conclure constitutionnelle l'interdiction du mariage homosexuel.

En 1973,

aux États-Unis, une association de Psychiatres américains cesse de considérer et d'associer l'homosexualité à une maladie mentale.

En 1973,

aux États-Unis, l'État du Maryland devient le premier État à débattre sur l'interdiction du mariage homosexuel.

En janvier 1975,

sur la chaîne de TV antenne 2, a lieu le premier débat télévisé concernant L'homosexualité.

En 1977,

la France voit sa première « gay Pride » défilé, avec un millier de manifestants qui participent à l'événement.

En 1977:

Harvey Milk est le premier élu clairement et publiquement considéré comme gay, d'un comté de San Francisco en Californie, avant d'être assassiné un an plus tard.

En 1978,

le sénateur radical Henri Caillavet fait une proposition de loi afin de supprimer les discriminations légales défavorables aux homosexuels. Cette même année, on note aussi la création du (CUARH) « Comité d'Urgence Anti-Répression homosexuelle » afin de combattre et se défendre contre l'article 331 du Code pénal.

Le 1er avril 1979,

le magazine français homosexuel « Gai Pied » est naît avec la parution de son premier numéro sous la direction de Monsieur Jean le Bitoux. La publication du magazine pendant plusieurs années et cela jusqu'en 1992 malgré un contexte politique difficile à l'époque tiendra un rôle majeur et de soutien actif dans la libération des homosexuels en France.

Le 5 mai 1979

a lieu dans les rues d'Anvers en Belgique la première manifestation d'homosexuels.

Le 8 avril 1980,

le Président François Mitterrand se prononce et tient un discours en faveur de l'abolition des discriminations légales envers les homosexuels.

En 1980,

la loi du 23 décembre 1980, le gouvernement français, recule devant la pression du groupe principal de la majorité, le RPR

Le 4 avril 1981,

à l'approche des élections présidentielles, se déroule à Paris une grande marche avec plus de 10 000 personnes participantes, qui annonce les futures « gay Pride », un mouvement de défense des droits homosexuels.

Le 4 août 1981,

la loi n° 81-736 est votée, elle porte l'amnistie ainsi que les outrages publics à la pudeur aggravés à l'encontre de l'homosexualité.

Le 11 juin 1981,

monsieur Gaston Defferre, ministre de l'Intérieur abroge définitivement le groupe de contrôle des homosexuels à la préfecture de police et supprime tous les fichiers relatifs à cette section.

Le 12 juin 1981,

le ministère de la Santé décide de ne plus qualifier l'homosexualité comme maladie mentale, et de ne pas suivre la liste des maladies mentales préconisée par l'OMS.

En 1981,

la dépénalisation de l'homosexualité par la Cour Européenne des Droits de l'Homme (CEDH).

Le 20 décembre 1981,

l'Assemblée nationale vote l'abrogation de l'article 331-2 qui établissait une différence de majorité entre les hétérosexuels et les homosexuels, le 4 août 1982, cette loi qui décriminalise l'homosexualité en France est promulguée.

Le 27 juillet 1982,

avec la proposition du ministre de la Justice, monsieur Robert Badinter, l'Assemblée nationale dépénalise l'homosexualité et abroge l'article 332-1 du Code pénal et permet à l'homosexualité de ne plus être jugé comme un acte criminel.

En 1982,

les « gay Games » sont ouverts à tous et à toutes, c'est un bel et grand événement à caractère sportif et à la fois culturel, il fut fondé par le médecin et le décathlonien olympique américain du nom de Tom Waddell, la première édition s'est déroulée, en 1982, dans l'État de San Francisco, aux États-Unis. La prochaine édition aura lieu à Paris en France du 4 au 12 août 2018, à noter que la ville de Paris a été choisie par la Fédération des « gay Games » (FGG) le 7 octobre 2013, et a été choisie à d'autres candidatures comme, par exemple: Londres, Orlando, Amsterdam, limerick, Rio de Janeiro et enfin São Paulo. La délégation française aux « gay Games » est encadrée et sous l'influence de la Fédération sportive gaie et lesbienne sous le nom «équipe France».

En 1983,

l'établissement français du sang décide d'exclure les homosexuels masculins des collectes de sang.

En 1984,

aux États-Unis la découverte du virus HTLV3 par l'équipe du Pr Gallo, LAV et HTLV3 sont le même virus, définitivement appelé VIH ou HIV.

En 1984,

aux États-Unis le Pr Gallo avec son équipe scientifique découvrent le virus HTLV3. Après comparaison entre LAV et HTLV3, on identifie le même virus, appelé VIH ou HIV.

En mars 1984,

le Parlement Européen vote une résolution qui condamne toutes les discriminations sexuelles sur les lieux de travail, la France ne prendra une telle disposition que deux ans plus tard au mois de janvier 1986.

Le 25 juillet 1985,

la loi n° 85-772 du 25 juillet 1985, complète le Code pénal en incluant des dispositions supplémentaires dans le but de renforcer la protection des personnes contre les actes de discrimination.

En 1985,

on note la création de l'ALS avec à Atlanta (États-Unis) la 1^e conférence internationale sur la maladie du Sida.

En 1987,

une première dans l'histoire de l'homosexualité 2 000 couples homosexuels se « marient » sur le Mall qui est la principale artère au centre de la capitale fédérale Washington.

En janvier 1989,

le Parlement danois, avec le Danemark est le premier pays au monde à accorder aux couples homosexuels les mêmes droits qu'aux couples hétéros, le 1er octobre dix couples homos se marient à Copenhague devant la presse mondiale.

Le 17 mai 1990,

l'organisation mondiale de la santé déclassé l'homosexualité de la catégorie des maladies mentales. Cette date commémore aussi la journée internationale contre l'homophobie.

En 1993,

la Cour suprême d'Hawaï, État américain, qui est basé dans le Pacifique, juge anticonstitutionnel la loi de l'État qui confirme que le mariage est réservé uniquement aux seuls couples de sexe opposé.

En septembre 1995

la municipalité de Saint-Nazaire, en France, est la première à émettre des certificats de concubinage entre les couples homosexuels. Quelques mois plus tard on comptait six mairies d'arrondissement de gauche de Paris qui à leur tour suivront cet exemple.

En 1995,

le Canada admet les nombreuses injustices et discriminations subies par les homosexuels comme, étant anticonstitutionnelles et illégales.

En 1996,

aux États-Unis le président Bill Clinton signe le « Defense of Marriage Act » (DOMA) qui caractérise l'acte de mariage entre un homme et une femme.

En 1996,

ce fut autour de la modification de la loi canadienne sur les droits de la personne en y incluant l'orientation sexuelle comme, motif de discrimination. Cette modification de la loi s'applique à tous les fonctionnaires de l'état dans toutes les provinces et les territoires du Canada.

En 1998,

ce fut le début de la diffusion du feuilleton télévisé « Will and Grace » ou le personnage principal tient le rôle d'un homosexuel.

Le 16 novembre 1999,

le « pacte civil de Solidarité » (PaCS) est adopté par l'Assemblée nationale. Le pacte civil de solidarité (PACS) est ouvert aux couples homosexuels comme, aux couples hétérosexuels. Cependant, il donne l'ouverture à la reconnaissance par l'État, envers les couples homosexuels, des persécutions subies durant l'occupation allemande.

Les dates historiques à partir de 2 000

En 2000,

aux États-Unis le Vermont devient le premier État américain à avoir préparé la cérémonie d'une union civile, pour les couples de même sexe.

En 2000,

la Suisse se prend le droit de refuser d'accorder des permis de séjour aux partenaires homosexuels étrangers, suite à une décision du tribunal fédéral du 25 août 2 000.

Le 26 avril 2001,

l'État par un discours de son Premier ministre, monsieur Lionel Jospin avait ravivé les moments difficiles de la déportation des homosexuels et les persécutions subies pendant toute l'occupation allemande.

Le 1er avril 2001.

Les Pays-Bas ont été le premier pays à admettre et à approuver le mariage homosexuel. Cette législation renforce la loi du 5 juillet 1997 qui autorisait auparavant l'union des couples du même sexe.

En 2001,

le canton de Genève en Suisse adopte la loi sur le partenariat, devenant ainsi le premier canton suisse à accorder des droits limités aux couples homosexuels.

En 2003,

la Cour suprême américaine abroge les lois en vigueur contre les mœurs et relations sexuelles des homosexuels.

En 2003,

la loi contre les discriminations est votée: Afin de combattre les discriminations fondées sur l'orientation sexuelle, l'état civil, la naissance, la conviction religieuse ou philosophique, l'état de santé et le handicap, autres.

En 2003,

le Parlement européen adressait une demande à tous les États membres de l'Union Européenne pour abolir et combattre toute forme de discrimination dont sont majoritairement victimes les homosexuels, pour le droit au mariage et pour l'adoption d'enfants.

En 2004,

les gouvernements de l'Aragon, de la Catalogne, du Pays Basque et de la Navarre, ont approuvé l'adoption d'enfants par les couples homosexuels.

En 2004,

la HALDE, « haute Autorité de lutte contre les discriminations et pour l'égalité » tient, un rôle majeur dans la lutte contre les discriminations pénalise et sanctionne tous les propos et actes homophobes.

Le 17 mai 2004,

c'est à cette date que le Massachusetts vote le texte de loi qui favorise la légalisation du mariage homosexuel. Le Massachusetts est le premier État américain à reconnaître le mariage homosexuel.

Le 5 juin 2004,

à la mairie de Bègles, Noël Mamère est le premier Maire à célébrer le mariage civil homosexuel. Cette union avait été irrévocablement invalidée le 13 mars 2007, par la Cour de cassation.

Le 30 décembre 2004,

la loi pénalise les propos homophobes ainsi que ceux antisémites ou racistes et crée la « Haute Autorité de lutte contre les discriminations et pour l'égalité » (Halde).

Le 17 mai 2005,

est une date importante en France, car elle marque une étape importante avec la première journée internationale de lutte contre l'homophobie (IDAHO).

Le 17 mai 2005,

la première journée mondiale de lutte contre l'homophobie: la Belgique est le premier pays à proclamer et à instituer officiellement le 17 mai comme, la journée nationale de lutte contre l'homophobie.

Le 18 juin 2005,

plus d'un million de personnes avaient manifesté contre la loi autorisant le mariage homosexuel à Madrid, en Espagne.

Le 19 décembre 2005

a été célébré le premier mariage civil gay entre deux femmes en Irlande du Nord, un pays considéré comme, très traditionaliste.

Le 21 décembre 2005,

on fête les noces officielles d'Elton John, le chanteur pianiste et de David Furnish son compagnon canadien. C'est après douze ans que le couple s'est marié à Londres, la cérémonie s'est déroulée en petit comité à l'hôtel de ville de Windsor.

En 2005,

le gouvernement du Canada autorise à son tour le mariage homosexuel.

Le 15 mars 2006,

les députés tchèques reconnaissent un statut légal aux couples homosexuels en annulant un veto imposé par le président Vaclav Klaus qui était alors contre ce texte.

En 2006,

a lieu la 1re Conférence Internationale portant sur les droits humains des lesbiennes, des gays, des bisexuelles et aussi des transsexuelles (LGBT) avec plus de 1400 représentants de 102 pays participants.

2006

est marquée par la déclaration de Montréal (Canada) concernant les droits humains des LGBT. Le comité IDAHO lance une pétition internationale adressée aux Nations unies.

Le 24 février 2006,

la Cour de cassation accepte qu'un parent homosexuel délègue l'autorité parentale à son partenaire homosexuel.

En 2006,

l'université Sun Yat-sen de Zhuhai située dans le Guangdong a autorisé officiellement pour la première fois en Chine, une association d'étudiants homosexuels, cela s'est passé le 28 octobre.

En 2006,

le Gvt venait d'annoncer le 7 novembre qu'il modifie la loi de procréation assistée, permettant à la mère non biologique de reconnaître les enfants nés au sein d'un mariage entre femmes.

En 2007,

dans 82 pays l'homosexualité reste encore et toujours pénalement sanctionnée par de la répression et de la prison et elle est susceptible de peine de mort dans une dizaine d'entre eux.

Le 1er janvier 2007,

la Suisse instaure l'union civile sur tout son territoire.

En novembre 2007,

le Nicaragua aménage son Code pénal dans lequel les dispositions relatives aux relations homosexuelles entre adultes de même sexe sont retirées. À noter, que le Nicaragua figurait parmi les derniers pays d'Amérique latine à réprimer l'homosexualité.

Le 17 décembre 2007,

le gouvernement hongrois adopte une loi qui donne aux couples homosexuels l'ouverture à des droits identiques à ceux du mariage.

Le 18 décembre 2008,

66 États membres de l'ONU sur 192 ont lancé devant l'Assemblée générale des Nations unies un appel haut et fort et historique pour la dépénalisation universelle de l'homosexualité.

En 2008,

une annonce sur l'orientation sexuelle et sur l'identité de genre est soumise à l'Assemblée générale des Nations unies par deux nations la France et les Pays-Bas et est adoptée par 66 États. Dans le même temps la Syrie avance une autre contre-déclaration adoptée celle-ci par 57 États.

En 2008,

le président des États-Unis Barack Obama qui à l'origine était contre le mariage , a déclaré avoir modifié sa position sur le sujet après des discussions avec ses filles et ses amis gays.

En 2008,

l'État de Californie légalise le mariage gay après plusieurs semaines de débats, jusqu'au vote de la « proposition 8 ».

Le 22 janvier 2008,

la Cour européenne des droits de l'homme condamne la France pour le refus d'adoption par une homosexuelle.

Le 14 janvier 2009,

en France, un nouvel arrêté ministériel sur le don de sang, exclut toujours les gais pour le don de sang à autrui.

Le 16 mars 2009,

le gouvernement israélien adopte une loi accordant le congé de paternité d'une durée de 64 jours pour un couple gay ou un couple lesbien permettant ainsi à l'un des parents d'avoir du temps à consacrer à l'éducation des enfants en bas âge.

En décembre 2009,

un couple homosexuel se marie en Terre de Feu puis un second couple au mois de mars 2010 à Buenos Aires. Toutefois, ce deuxième mariage est rapidement annulé par la justice.

En 2009,

aux États-Unis la Cour suprême de l'Iowa vote et autorise l'union pour les couples homosexuels à se marier en toute légalité.

En 2009,

le Vermont (nord-est), est le quatrième État à légaliser le mariage gay, c'est aussi le premier État à le légaliser, par vote de ses élus.

En 2009,

le premier février, en Islande, Jóhanna Sigurðardóttir est élu Premier ministre, 1ère leader politique ouvertement homosexuel dans le monde.

En 2009,

une loi est votée criminalisant l'homosexualité, elle est promulguée le 22 avril au Burundi.

En 2009,

le douze décembre, Parker, est élue maire de Houston, c'est la première femme homosexuelle à être élue maire d'une grande ville américaine États-Unis.

Les dates historiques à partir de 2010

En 2010,

61 % de la population adulte en France est favorable à l'union civile devant Monsieur le maire, de deux personnes de même sexe.

En 2010,

aux États-Unis le Congrès américain adopte une loi pour mettre fin au « don't ask, don't tell » qui interdit les membres de l'armée à se dénoncer pour avouer leur homosexualité.

En 2011,

à l'initiative de l'Afrique du Sud le Conseil des droits de l'homme des Nations unies adopte et entérine un texte sur les droits LGBT. C'est la première fois qu'un département des Nations unies approuve par vote un texte sur les droits LGBT.

En 2012,

une première gay pride s'est tenue à Hanoï le mouvement s'est encore répété, en 2013, avec pour objectif « la légalisation du mariage gay ! ». Le ministre vietnamien de la Justice, h à hùng cuong, s'était déclaré favorable et ouvert à une légalisation du mariage gay.

En 7 juin 2012,

le Parlement danois approuve par vote un texte législatif dans une grande majorité une loi qui autorise les couples de même sexe de s'unir à l'Église luthérienne d'État.

Le 7 novembre 2012,

la garde des Sceaux Christiane Taubira introduit en Conseil des ministres le projet de loi permettant le mariage aux couples de même sexe.

En 2012,

le Président Obama est le premier Président des États-Unis à défendre et à soutenir ouvertement en public le mariage pour les couples homosexuels.

Le 12 février 2013,

l'Assemblée nationale adopte le projet de loi qui légalise le mariage pour un couple du même sexe. Avec 329 voix contre 229 voix et 10 abstentions le « mariage pour tous » est enfin légalisé.

Le 23 avril 2013,

en France, la loi en faveur du mariage homosexuel, amendée, puis votée par le Sénat le 12 avril, est alors finalement adoptée, le 23 avril par l'Assemblée nationale.

Le 17 mai 2013,

le mariage entre personnes de même sexe légal, une journée historique pour les communautés gays et lesbiennes en France.

Le 23 mai 2013,

l'Assemblée générale des scouts américains a décidé en date du jeudi 23 mai d'accepter dans ses rangs les jeunes homosexuels, a annoncé « boy-Scouts of America », le vote a été adopté par 61, 44 % des voix contre 38, 56 %.